

C — Statistiques judiciaires de la Cour de justice

Activité générale de la Cour de justice

1. Affaires introduites, clôturées, pendantes (2005–2009)

Affaires introduites

2. Nature des procédures (2005–2009)
3. Matière du recours (2009)
4. Recours en manquement d'État (2005–2009)

Affaires clôturées

5. Nature des procédures (2005–2009)
6. Arrêts, ordonnances, avis (2009)
7. Formation de jugement (2005–2009)
8. Affaires clôturées par arrêt, avis ou ordonnance à caractère juridictionnel (2005–2009)
9. Matière du recours (2005–2009)
10. Matière du recours (2009)
11. Arrêts en manquement d'État: sens de la décision (2005–2009)
12. Durée des procédures (arrêts et ordonnances à caractère juridictionnel) (2005–2009)

Affaires pendantes au 31 décembre

13. Nature des procédures (2005–2009)
14. Formation de jugement (2005–2009)

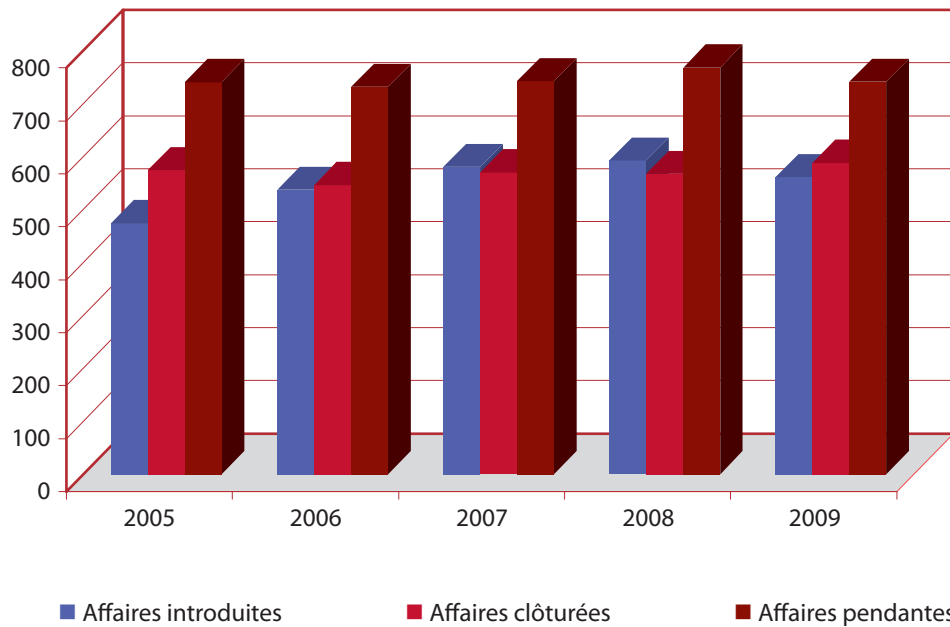
Divers

15. Procédures accélérées (2005–2009)
16. Procédures préjudicielles d'urgence (2008–2009)
17. Référé (2009)

Évolution générale de l'activité judiciaire (1952–2009)

18. Affaires introduites et arrêts
19. Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par année)
20. Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par juridiction)
21. Recours en manquement d'État introduits

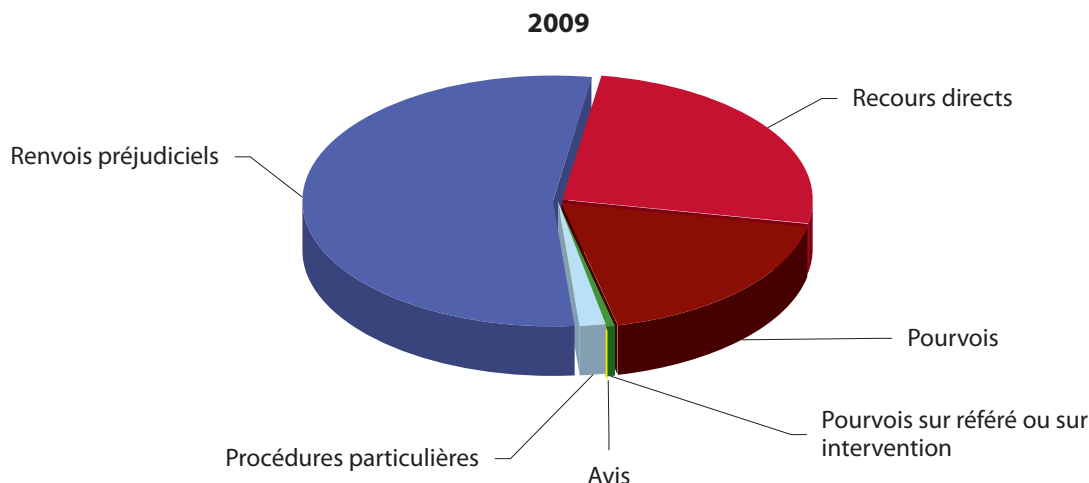
1. *Activité générale de la Cour de justice* Affaires introduites, clôturées, pendantes (2005–2009)¹



	2005	2006	2007	2008	2009
Affaires introduites	474	537	580	592	561
Affaires clôturées	574	546	570	567	588
Affaires pendantes	740	731	742	768	741

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

2. Affaires introduites — Nature des procédures (2005–2009)^{1 2}



	2005	2006	2007	2008	2009
Renvois préjudiciels	221	251	265	288	302
Recours directs	179	201	222	210	143 ³
Pourvois	66	80	79	78	104
Pourvois sur référé ou sur intervention	1	3	8	8	2
Avis				1	1
Procédures particulières	7	2	7	8	9
Total	474	537	581	593	561
Demandes en référé	2	1	3	3	1

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² Sont considérés comme «procédures particulières»: la rectification (article 66 du règlement de procédure); la taxation des dépens (article 74 du règlement de procédure); l'assistance judiciaire (article 76 du règlement de procédure); l'opposition à un arrêt rendu par défaut (article 94 du règlement de procédure); la tierce opposition (article 97 du règlement de procédure); la révision (article 98 du règlement de procédure); l'interprétation d'un arrêt (article 102 du règlement de procédure); l'examen d'une proposition du premier avocat général de réexaminer une décision du Tribunal (article 62 du statut de la Cour); la procédure de saisie-arrêt (protocole sur les privilèges et immunités); les affaires en matière d'immunité (protocole sur les privilèges et immunités).

³ Au nombre des recours directs, on compte 142 recours en manquement et 1 recours en annulation.

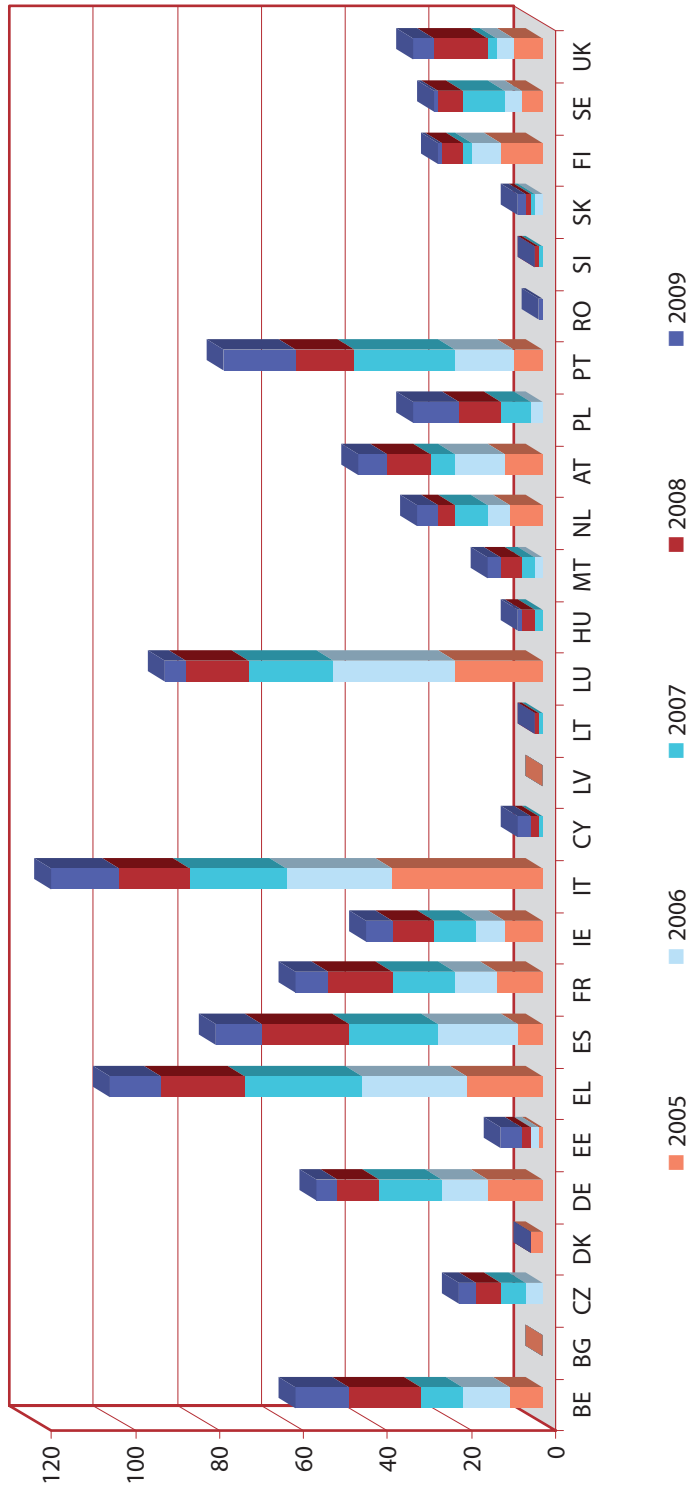
3. Affaires introduites — Matière du recours (2009)¹

	Recours directs	Renvois préjudiciels	Pourvois	Pourvois sur référé ou sur intervention	Total	Procédures particulières
Adhésion de nouveaux États		1			1	
Agriculture	2	23	7		32	
Aides d'État	10	5	32		47	
Budget des Communautés	1				1	
Citoyenneté européenne		8			8	
Concurrence		5	10	2	17	
Droit des entreprises	11	3	1		15	
Droit institutionnel	2	3	9		14	4
Énergie	5	1			6	
Environnement et consommateurs	45	33	2		80	
Espace de liberté, sécurité et justice	2	17			19	
Fiscalité	13	44			57	
Liberté d'établissement	8	9			17	
Libre circulation des capitaux	6	6			12	
Libre circulation des marchandises	2	10	2		14	
Libre circulation des personnes	5	6			11	
Libre prestation de services	7	16			23	
Politique commerciale		2	4		6	
Politique de la pêche		1	1		2	
Politique étrangère et de sécurité commune		1	3		4	
Politique industrielle	4	7			11	
Politique régionale			1		1	
Politique sociale	5	26	1		32	
Principes de droit communautaire		4			4	
Propriété intellectuelle		14	25		39	
Rapprochement des législations	9	12			21	
Relations extérieures		6			6	1
Ressources propres des Communautés	2	1			3	
Sécurité sociale des travailleurs migrants		12			12	
Tarif douanier commun		9			9	
Transports	4	4			8	
Union douanière		9	3		12	
Traité CE/TFUE²	143	298	101	2	544	5
Traité UE		4			4	
Traité CA			1		1	
Procédure						5
Statut des fonctionnaires			2		2	
Divers			2		2	5
TOTAL GÉNÉRAL	143	302	104	2	551	10

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² Le 1^{er} décembre 2009, date de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) a remplacé le traité instituant la Communauté européenne (traité CE).

4. Affaires introduites — Recours en manquement d'État (2005–2009)¹

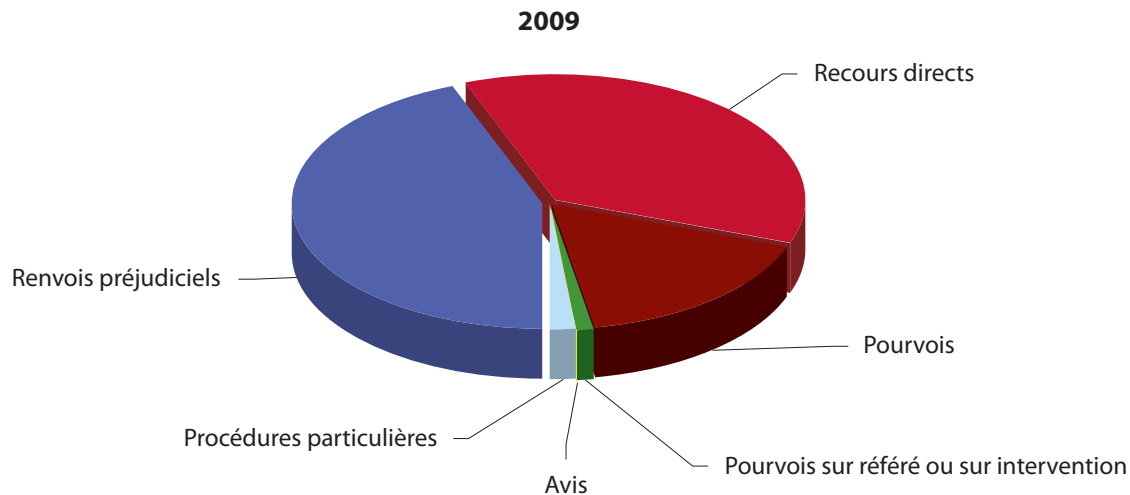


	2005		2006		2007		2008		2009 ²	
	Art. 226	Art. 228	Art. 226	Art. 228	Art. 226	Art. 228	Art. 226	Art. 228	Art. 226	Art. 228
BE	8		11		10		17		13	
BG										
CZ			4		6		6		4	
DK	3									
DE	13		11		15		10		5	
EE	1		2				2		5	
EL	18		25		26	2	19	1	11	1
ES	6		19		21		21		11	
FR	11		9	1	14	1	15		8	
IE	9		7		10		10		6	
IT	36		25		23		17		15	1
CY					1		2		3	
LV										
LT					1		1			
LU	19	2	28	1	20		15		5	
HU					2		3		1	
MT					3		5		3	
NL	8		5		8		4		5	
AT	9		12		6		10		7	
PL			3		7		10		11	
PT	7		13	1	23	1	14		17	
RO										
SI					1		1		1	
SK			2		1		1		2	
FI	10		7		2		5		1	
SE	5		4		10		6		1	
UK	7		4		2		13		5	
Total	170	2	193	3	212	4	207	1	140	2

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² Suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le 1^{er} décembre 2009, les articles 258 à 260 TFUE ont remplacé les articles 226 à 228 CE.

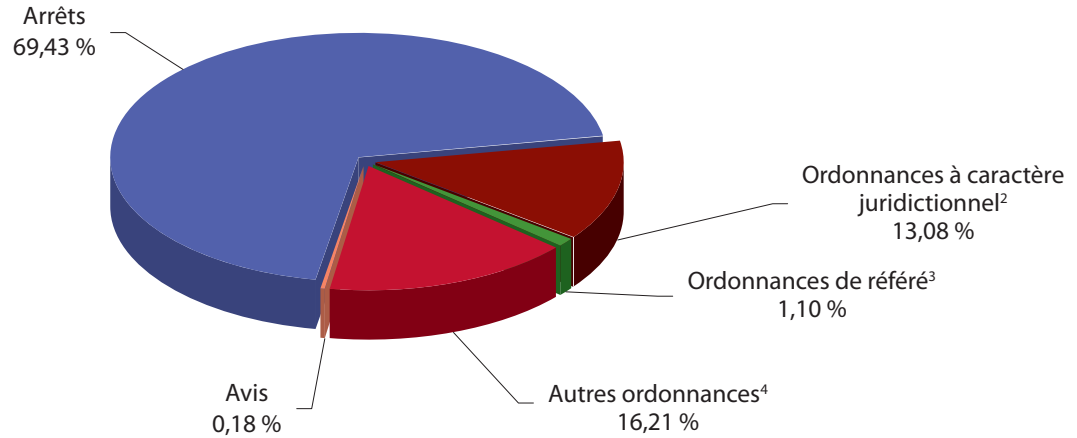
5. Affaires clôturées — Nature des procédures (2005–2009)¹



	2005	2006	2007	2008	2009
Renvois préjudiciels	254	266	235	301	259
Recours directs	263	212	241	181	215
Pourvois	48	63	88	69	97
Pourvois sur référé ou sur intervention	2	2	2	8	7
Avis		1			1
Procédures particulières	7	2	4	8	9
Total	574	546	570	567	588

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

6. Affaires clôturées — Arrêts, ordonnances, avis (2009)¹



	Arrêts	Ordonnances à caractère juridictionnel ²	Ordonnances de référé ³	Autres ordonnances ⁴	Avis	Total
Renvois préjudiciels	188	22		18		228
Recours directs	149		1	65		215
Pourvois	38	45	2	2		87
Pourvois sur référé ou sur intervention			3	3		6
Avis					1	1
Procédures particulières	2	4				6
Total	377	71	6	88	1	543

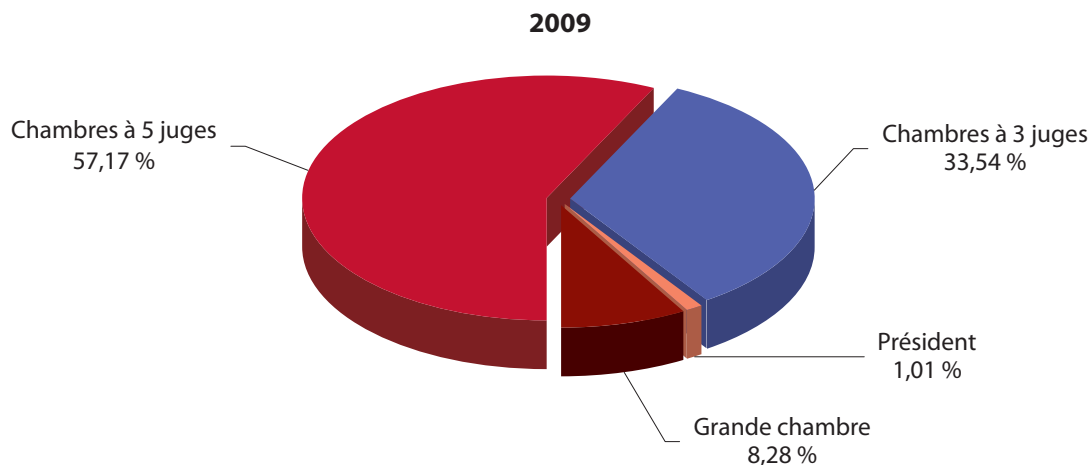
¹ Les chiffres mentionnés (chiffres nets) indiquent le nombre total d'affaires compte tenu des jonctions pour cause de connexité (une série d'affaires jointes = une affaire).

² À caractère juridictionnel mettant fin à une instance (autres que les ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal).

³ Ordonnances rendues à la suite d'une demande fondée sur les articles 242 CE ou 243 CE (devenus, suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, les articles 278 TFUE et 279 TFUE) ou sur l'article 244 CE (devenu article 280 TFUE) ou encore sur les dispositions correspondantes du traité EA ou encore à la suite d'un pourvoi contre une ordonnance de référé ou d'intervention.

⁴ Ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal.

7. Affaires clôturées — Formation de jugement (2005–2009)¹

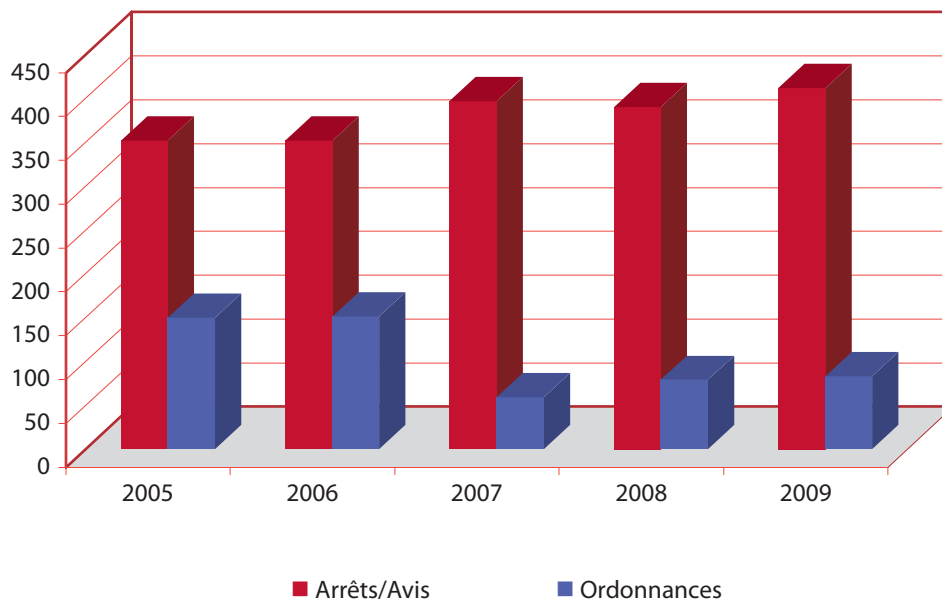


	2005			2006			2007			2008			2009		
	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total
Assemblée plénière	1		1	2		2									
Grande chambre	59		59	55		55	51		51	66		66	41		41
Chambres à 5 juges	245	5	250	265	13	278	242	9	251	259	13	272	275	8	283
Chambres à 3 juges	103	51	154	67	41	108	104	48	152	65	59	124	96	70	166
Président		2	2		1	1		2	2		7	7		5	5
Total	408	58	466	389	55	444	397	59	456	390	79	469	412	83	495

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² À caractère juridictionnel mettant fin à une instance (autres que les ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal).

8. Affaires clôturées par arrêt, avis ou ordonnance à caractère juridictionnel (2005–2009)^{1 2}



	2005	2006	2007	2008	2009
Arrêts/Avis	352	352	397	390	412
Ordonnances	150	151	59	79	83
Total	502	503	456	469	495

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² À caractère juridictionnel mettant fin à une instance (autres que les ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal).

9. Affaires clôturées par arrêt, avis ou ordonnance à caractère juridictionnel — Matière du recours (2005–2009)¹

	2005	2006	2007	2008	2009
Adhésion de nouveaux États	1		1		1
Agriculture	63	30	23	54	18
Aides d'État	23	23	9	26	10
Association des pays et territoires d'outre-mer	2				
Citoyenneté européenne	2	4	2	6	3
Concurrence	17	30	17	23	28
Convention de Bruxelles	8	4	2	1	2
Convention de Rome					1
Droit des entreprises	24	10	16	17	17
Droit institutionnel	16	15	6	16	29
Énergie	3	6	4	4	4
Environnement et consommateurs	44	40	50	43	60
Espace de liberté, sécurité et justice	5	9	17	4	26
Fiscalité	34	55	44	38	44
Justice et Affaires intérieures		2		1	
Liberté d'établissement	5	21	19	29	13
Libre circulation des capitaux	5	4	13	9	8
Libre circulation des marchandises	11	8	14	12	12
Libre circulation des personnes	17	20	19	27	19
Libre prestation de services	11	17	24	8	17
Politique commerciale	4	1	1	1	5
Politique de la pêche	11	7	6	6	4
Politique industrielle	11		11	12	6
Politique économique et monétaire			1	1	1
Politique étrangère et de sécurité commune			4	2	2
Politique régionale	5		7	1	3
Politique sociale	29	29	26	25	33
Principes de droit communautaire	2	1	4	4	4
Privilèges et immunités	1	1	1	2	
Propriété intellectuelle	5	19	21	22	31
Rapprochement des législations	41	19	21	21	32
Relations extérieures	8	11	9	8	8
Ressources propres des Communautés	2	6	3		10
Sécurité sociale des travailleurs migrants	10	7	7	5	3
Tarif douanier commun	7	7	10	5	13
Transports	16	9	6	4	9
Union douanière	9	9	12	8	5
Traité CE	452	424	430	445	481
Traité UE	3	3	4	6	1
Traité CA	3		1	2	
Traité EA	1	4	1		
Procédure	1	2	3	5	5
Statut des fonctionnaires	6	9	17	11	8
Divers	7	11	20	16	13
TOTAL GÉNÉRAL	466	442	456	469	495

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

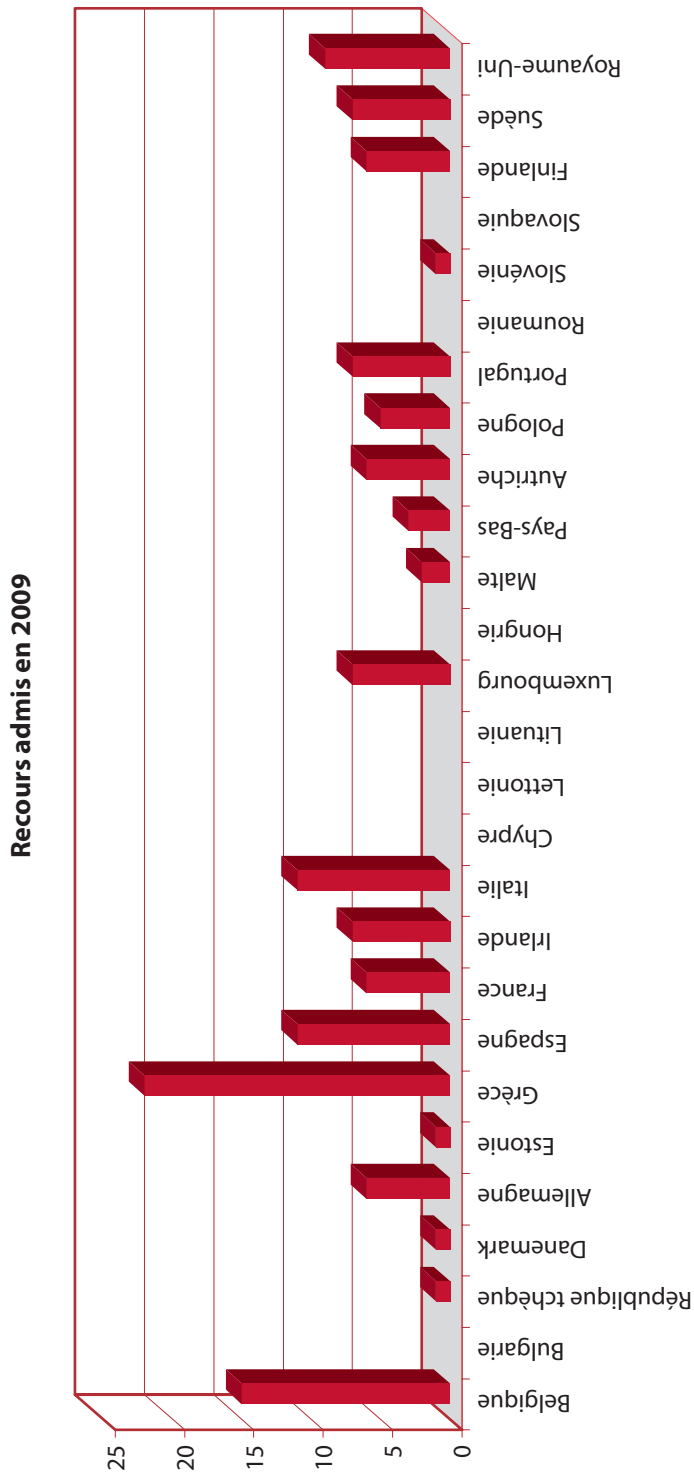
10. Affaires clôturées par arrêt, avis ou ordonnance à caractère juridictionnel — Matière du recours (2009)¹

	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total
Adhésion de nouveaux États	1		1
Agriculture	18		18
Aides d'État	8	2	10
Citoyenneté européenne	2	1	3
Concurrence	26	2	28
Convention de Bruxelles	2		2
Convention de Rome	1		1
Droit des entreprises	16	1	17
Droit institutionnel	12	17	29
Énergie	4		4
Environnement et consommateurs	55	5	60
Espace de liberté, sécurité et justice	25	1	26
Fiscalité	40	4	44
Liberté d'établissement	13		13
Libre circulation des capitaux	8		8
Libre circulation des marchandises	11	1	12
Libre circulation des personnes	19		19
Libre prestation de services	17		17
Politique commerciale	5		5
Politique de la pêche	4		4
Politique industrielle	5	1	6
Politique économique et monétaire	1		1
Politique étrangère et de sécurité commune	2		2
Politique régionale	2	1	3
Politique sociale	24	9	33
Principes de droit communautaire	2	2	4
Propriété intellectuelle	12	19	31
Rapprochement des législations	31	1	32
Relations extérieures	8		8
Ressources propres des Communautés	9	1	10
Sécurité sociale des travailleurs migrants	3		3
Tarif douanier commun	13		13
Transports	8	1	9
Union douanière	5		5
Traité CE	412	69	481
Traité UE	1		1
Procédure	1	4	5
Statut des fonctionnaires		8	8
Divers	1	12	13
TOTAL GÉNÉRAL	414	81	495

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² À caractère juridictionnel mettant fin à une instance (autres que les ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal).

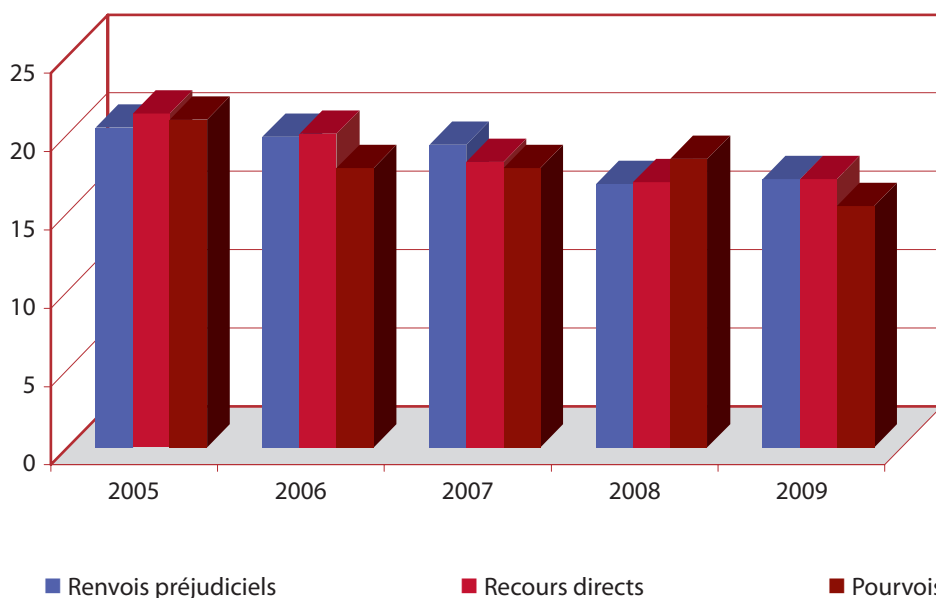
11. Affaires clôturées — Arrêts en manquement d'État: sens de la décision (2005–2009)¹



	2005		2006		2007		2008		2009	
	Admis	Rejeté	Admis	Rejeté	Admis	Rejeté	Admis	Rejeté	Admis	Rejeté
Belgique	10	1	7		9	1	7		15	1
Bulgarie										
République tchèque					6		2		1	
Danemark	3	1			3				1	
Allemagne	12		7		7	1	3	3	6	2
Estonie									1	
Grèce	20		6		10	3	8	1	22	
Espagne	10	1	10	1	13	1	15	1	11	
France	13		5		7		9	1	6	
Irlande	3		2	1	7	2	4		7	
Italie	11	1	13	1	23	2	14	1	11	4
Chypre										
Lettonie										
Lituanie							1			
Luxembourg	16		19		12		12		7	
Hongrie										
Malte					1				2	
Pays-Bas	4		1	1	3	1	3		3	
Autriche	10		10		6		3		6	
Pologne							2		5	
Portugal	6		7		9		6		7	1
Roumanie										
Slovénie									1	
Slovaquie					1		1			
Finlande	5		7		3	1	1	1	6	1
Suède	2		2	1	5		2	1	7	
Royaume-Uni	6	1	7	3	2	4	1		9	
Total	131	5	103	8	127	16	94	9	134	9

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres nets) indiquent le nombre total d'affaires compte tenu des jonctions pour cause de connexité (une série d'affaires jointes = une affaire).

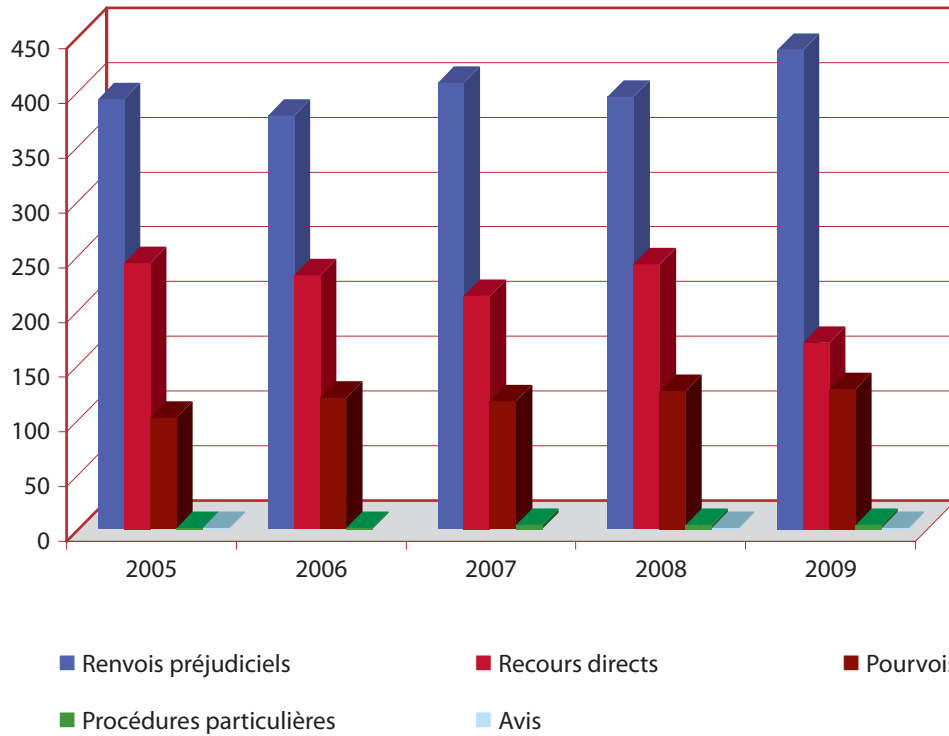
12. Affaires clôturées — Durée des procédures (2005–2009)¹ (arrêts et ordonnances à caractère juridictionnel)



	2005	2006	2007	2008	2009
Renvois préjudiciels	20,4	19,8	19,3	16,8	17,1
Procédures préjudicielles d'urgence				2,1	2,5
Recours directs	21,3	20	18,2	16,9	17,1
Pourvois	20,9	17,8	17,8	18,4	15,4

¹ Les durées sont exprimées en mois et en dixièmes de mois.
Sont exclus des calculs sur la durée des procédures: les affaires comportant un arrêt interlocutoire ou une mesure d'instruction; les avis; les procédures particulières (à savoir la taxation des dépens, l'assistance judiciaire, l'opposition, la tierce opposition, l'interprétation, la révision, la rectification, la procédure de saisie-arrest); les affaires se terminant par une ordonnance de radiation, de non-lieu à statuer ou de renvoi au Tribunal; les procédures en référé ainsi que les pourvois sur référé ou sur intervention.

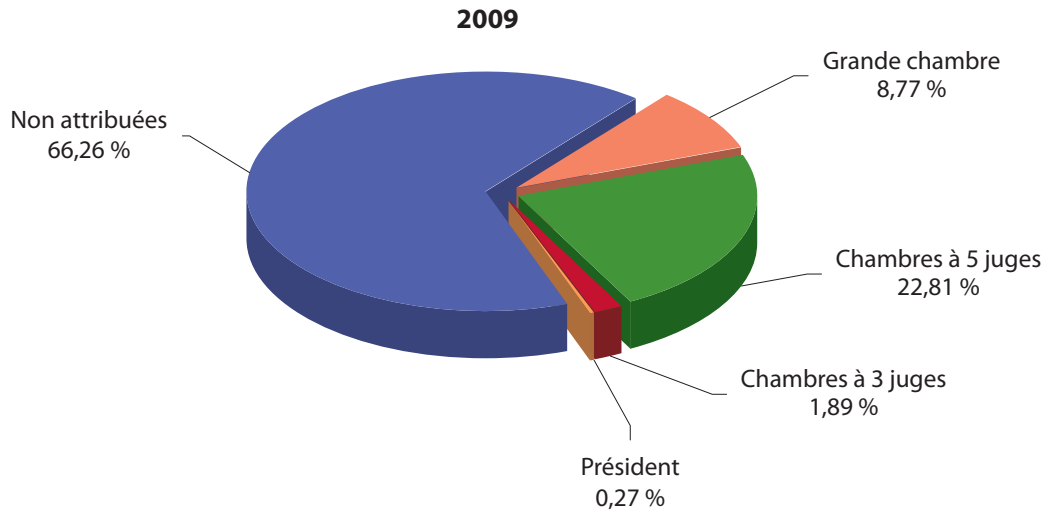
13. Affaires pendantes au 31 décembre — Nature des procédures (2005–2009)¹



	2005	2006	2007	2008	2009
Renvois préjudiciels	393	378	408	395	438
Recours directs	243	232	213	242	170
Pourvois	102	120	117	126	128
Procédures particulières	1	1	4	4	4
Avis	1			1	1
Total	740	731	742	768	741

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

14. Affaires pendantes au 31 décembre — Formation de jugement (2005–2009)¹



	2005	2006	2007	2008	2009
Non attribuées	437	490	481	524	491
Assemblée plénière	2				
Grande chambre	60	44	59	40	65
Chambres à 5 juges	212	171	170	177	169
Chambres à 3 juges	29	26	24	19	14
Président			8	8	2
Total	740	731	742	768	741

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

15. Divers — Procédures accélérées (2005–2009)¹

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Admission	Rejet	Admission	Rejet	Admission	Rejet	Admission	Rejet	Admission	Rejet
Recours directs						1				
Renvois préjudiciels		5		5		6	2	6		3
Pourvois						1				1
Procédures particulières										1
Total		5		5		8	2	6		5

¹ Le traitement accéléré d'une affaire devant la Cour de justice est possible en vertu des dispositions des articles 62 bis et 104 bis du règlement de procédure, entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

16. Divers — Procédures préjudicielles d'urgence (2008–2009)¹

	2008			2009		
	Admission	Rejet	Total	Admission	Rejet	Total
Procédures préjudicielles d'urgence	3	3	6	2	1	3

¹ Depuis le 1^{er} mars 2008, une procédure préjudicielle d'urgence peut être mise en œuvre, en vertu des dispositions de l'article 104 ter du règlement de procédure, dans les affaires relevant de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

17. Divers — Référé (2009)¹

	Référé introduits	Pourvois introduits sur référé ou sur intervention	Sens de la décision		
			Rejet	Admission	Radiation ou non-lieu
Concurrence		2			
Droit institutionnel			1		2
Environnement et consommateurs	1		2	1	3
Total traité CE			3	1	5
TOTAL GÉNÉRAL	1	2	3	1	5

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres nets) indiquent le nombre total d'affaires compte tenu des jonctions pour cause de connexité (une série d'affaires jointes = une affaire).

18. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952–2009) — Affaires introduites et arrêts

Années	Affaires introduites ¹							Arrêts/avis ²
	Recours directs	Renvois préjudiciels	Pourvois	Pourvois sur référé ou sur intervention	Demandes d'avis	Total	Demandes en référé	
1953	4					4		
1954	10					10		2
1955	9					9	2	4
1956	11					11	2	6
1957	19					19	2	4
1958	43					43		10
1959	46				1	47	5	13
1960	22				1	23	2	18
1961	24	1			1	26	1	11
1962	30	5				35	2	20
1963	99	6				105	7	17
1964	49	6				55	4	31
1965	55	7				62	4	52
1966	30	1				31	2	24
1967	14	23				37		24
1968	24	9				33	1	27
1969	60	17				77	2	30
1970	47	32				79		64
1971	59	37				96	1	60
1972	42	40				82	2	61
1973	131	61				192	6	80
1974	63	39				102	8	63
1975	61	69			1	131	5	78
1976	51	75			1	127	6	88
1977	74	84				158	6	100
1978	146	123			1	270	7	97
1979	1 218	106				1 324	6	138
1980	180	99				279	14	132
1981	214	108				322	17	128
1982	217	129				346	16	185
1983	199	98				297	11	151
1984	183	129				312	17	165
1985	294	139				433	23	211
1986	238	91				329	23	174
1987	251	144				395	21	208
1988	193	179				372	17	238
1989	244	139				383	19	188

>>>

Années	Affaires introduites ¹							Arrêts/avis ²
	Recours directs	Renvois préjudiciels	Pourvois	Pourvois sur référé ou sur intervention	Demandes d'avis	Total	Demandes en référé	
1990	221	141	15	1		378	12	193
1991	140	186	13	1	2	342	9	204
1992	251	162	24	1	2	440	5	210
1993	265	204	17			486	13	203
1994	125	203	12	1	3	344	4	188
1995	109	251	46	2		408	3	172
1996	132	256	25	3		416	4	193
1997	169	239	30	5		443	1	242
1998	147	264	66	4		481	2	254
1999	214	255	68	4		541	4	235
2000	197	224	66	13	2	502	4	273
2001	187	237	72	7		503	6	244
2002	204	216	46	4		470	1	269
2003	277	210	63	5	1	556	7	308
2004	219	249	52	6	1	527	3	375
2005	179	221	66	1		467	2	362
2006	201	251	80	3		535	1	351
2007	221	265	79	8		573	3	379
2008	210	288	77	8	1	584	3	333
2009	143	302	104	2	1	552	1	377
Total	8 465	6 620	1 021	79	19	16 204	349	8 267

¹ Chiffres bruts; procédures particulières exclues.

² Chiffres nets.

19. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952-2009) — Renvois préjudiciels introduits
(par État membre et par année)¹

	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	Autres ²	Total
1961																		1										1	
1962																		5											5
1963															1			5											6
1964											2							4											6
1965					4				2									1											7
1966																		1											1
1967	5				11				3						1			3											23
1968	1				4				1		1							2											9
1969	4				11				1						1														17
1970	4				21				2		2							3											32
1971	1				18				6		5				1			6											37
1972	5				20				1		4							10											40
1973	8				37				4		5				1			6											61
1974	5				15				6		5							7								1			39
1975	7			1	26				15		14				1			4								1			69
1976	11				28				8	1	12							14							1				75
1977	16			1	30				14	2	7							9								5			84
1978	7			3	46				12	1	11							38								5			123
1979	13			1	33				18	2	19				1			11								8			106
1980	14			2	24				14	3	19							17								6			99
1981	12			1	41				17		11				4			17								5			108
1982	10			1	36				39		18							21								4			129
1983	9			4	36				15	2	7							19								6			98
1984	13			2	38				34	1	10							22								9			129
1985	13				40				45	2	11				6			14								8			139

>>>

	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	Autres ²	Total	
1986	13			4	18		2	1	19	4	5				1			16									8		91	
1987	15			5	32		17	1	36	2	5				3			19									9		144	
1988	30			4	34			1	38		28				2			26									16		179	
1989	13			2	47		2	2	28	1	10				1			18			1						14		139	
1990	17			5	34		2	6	21	4	25				4			9			2						12		141	
1991	19			2	54		3	5	29	2	36				2			17			3						14		186	
1992	16			3	62		1	5	15		22				1			18			1						18		162	
1993	22			7	57		5	7	22	1	24				1			43			3						12		204	
1994	19			4	44			13	36	2	46				1			13			1						24		203	
1995	14			8	51		10	10	43	3	58				2			19	2		5					6	20		251	
1996	30			4	66		4	6	24		70				2			10	6		6				3	4	21		256	
1997	19			7	46		2	9	10	1	50				3			24	35		2				6	7	18		239	
1998	12			7	49		5	55	16	3	39				2			21	16		7				2	6	24		264	
1999	13			3	49		3	4	17	2	43				4			23	56		7				4	5	22		255	
2000	15			3	47		3	5	12	2	50							12	31		8				5	4	26	1	224	
2001	10			5	53		4	4	15	1	40				2			14	57		4				3	4	21		237	
2002	18			8	59		7	3	8		37				4			12	31		3				7	5	14		216	
2003	18			3	43		4	8	9	2	45				4			28	15		1				4	4	22		210	
2004	24			4	50		18	8	21	1	48				1	2		28	12		1				4	5	22		249	
2005	21			1	4		11	10	17	2	18				2	3		36	15	1	2				4	11	12		221	
2006	17			3	77		14	17	24	1	34				1	4		20	12	2	3				1	5	2	10		251
2007	22	1		2	5	59	2	8	14	26	43				1	2		19	20	7	3	1			1	5	6	16		265
2008	24			1	6	71	2	9	17	12	39				3	4		34	25	4	1				4	7	14		288	
2009	35	8	5	3	59	2	11	11	28		29				4	3		24	15	10	3	1	2	1	2	5	28	1	302	
Total	614	9	12	125	1 731	6 145	222	783	51	1 007	2 7	8	64	27	1	743	348	24	67	2	2	3	58	81	476	2	6 620			

¹ Articles 177 du traité CE (devenu article 234 CE, puis 267 TFUE), 35, paragraphe 1, UE, 41 CA, 150 EA et protocole 1971.

² Affaire C-265/00, Campina Melkunie (Cour de justice Benelux / Benelux Gerichtshof).
Affaire C-196/09, Miles e.a. (Chambre de recours des écoles européennes).

20. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952–2009) — Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par juridiction)

			Total
Belgique	Cour constitutionnelle	15	
	Cour de cassation	73	
	Conseil d'État	55	
	Autres juridictions	471	614
Bulgarie	Софийски градски съд, Търговско отделение	1	
	Autres juridictions	8	9
République tchèque	Nejvyššího soudu		
	Nejvyšší správní soud	5	
	Ústavní soud		
	Autres juridictions	7	12
Danemark	Højesteret	23	
	Autres juridictions	102	125
Allemagne	Bundesgerichtshof	128	
	Bundesverwaltungsgericht	93	
	Bundesfinanzhof	260	
	Bundesarbeitsgericht	19	
	Bundessozialgericht	74	
	Staatsgerichtshof des Landes Hessen	1	
	Autres juridictions	1 156	1 731
Estonie	Riigikohus	1	
	Autres juridictions	5	6
Grèce	Άρειος Πάγος	10	
	Συμβούλιο της Επικρατείας	40	
	Autres juridictions	95	145
Espagne	Tribunal Supremo	24	
	Audiencia Nacional	1	
	Juzgado Central de lo Penal	7	
	Autres juridictions	190	222
France	Cour de cassation	88	
	Conseil d'État	47	
	Autres juridictions	648	783
Irlande	Supreme Court	17	
	High Court	15	
	Autres juridictions	19	51
Italie	Corte suprema di Cassazione	103	
	Corte Costituzionale	1	
	Consiglio di Stato	63	
	Autres juridictions	840	1 007
Chypre	Ανώτατο Δικαστήριο	2	
	Autres juridictions		2

>>>

			Total
Lettonie	Augstākā tiesa	6	
	Satversmes tiesa		
	Autres juridictions	1	7
Lituanie	Konstitucinis Teismas	1	
	Lietuvos Aukščiausiasis Teismas	2	
	Lietuvos vyriausiasis administracinis Teismas	2	
	Autres juridictions	3	8
Luxembourg	Cour supérieure de justice	10	
	Cour de cassation	2	
	Conseil d'État	13	
	Cour administrative	7	
	Autres juridictions	32	64
Hongrie	Legfelsőbb Bíróság	1	
	Fővárosi Ítéltábla	2	
	Szegedi Ítéltábla	1	
	Autres juridictions	23	27
Malte	Qorti Kostituzzjonali		
	Qorti ta' l- Appel		
	Autres juridictions	1	1
Pays-Bas	Raad van State	69	
	Hoge Raad der Nederlanden	183	
	Centrale Raad van Beroep	47	
	College van Beroep voor het Bedrijfsleven	139	
	Tariefcommissie	34	
	Autres juridictions	271	743
Autriche	Verfassungsgerichtshof	4	
	Oberster Gerichtshof	75	
	Oberster Patent- und Markensenat	3	
	Bundesvergabeamt	24	
	Verwaltungsgerichtshof	59	
	Vergabekontrollsenat	4	
	Autres juridictions	179	348
Pologne	Sąd Najwyższy	4	
	Naczelny Sąd Administracyjny	6	
	Trybunał Konstytucyjny		
	Autres juridictions	14	24
Portugal	Supremo Tribunal de Justiça	2	
	Supremo Tribunal Administrativo	36	
	Autres juridictions	29	67
Roumanie	Tribunal Dâmbovița	1	
	Autres juridictions	1	2

>>>

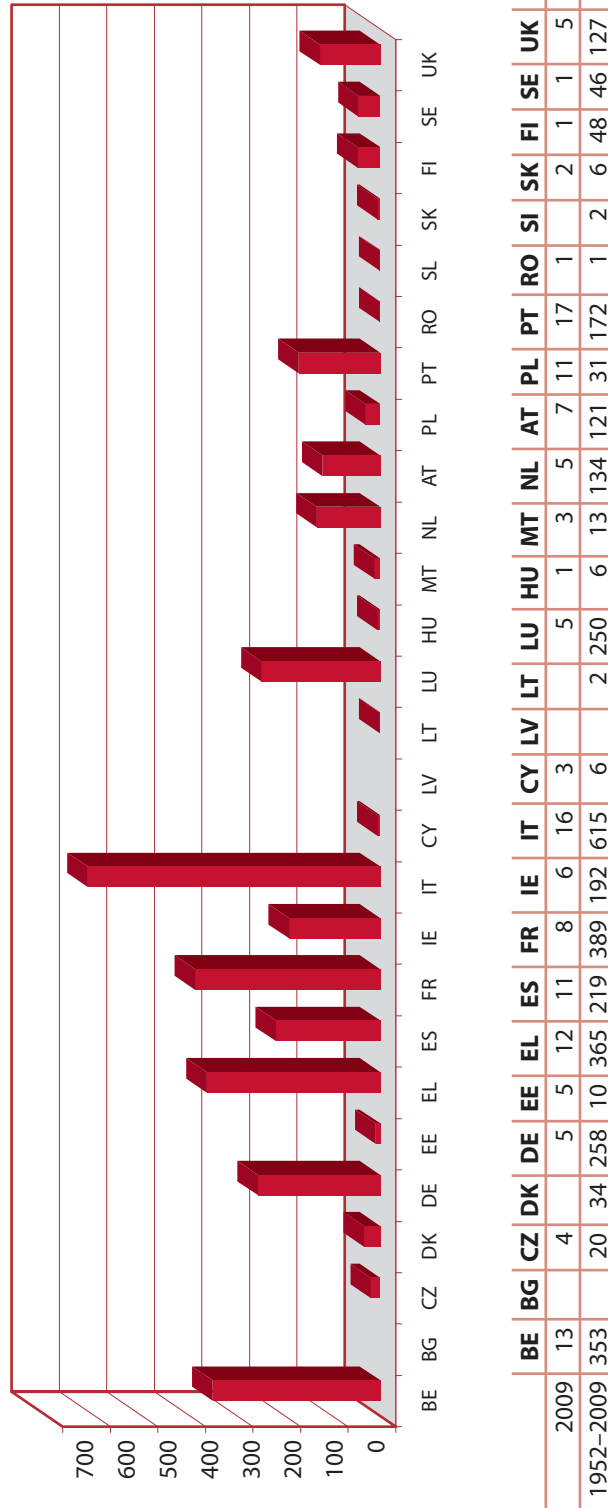
			Total
Slovénie	Vrhovno sodišče		
	Ustavno sodišče		
	Autres juridictions	2	2
Slovaquie	Ústavný Súd		
	Najvyšší súd	2	
	Autres juridictions	1	3
Finlande	Korkein hallinto-oikeus	24	
	Korkein oikeus	10	
	Autres juridictions	24	58
Suède	Högsta Domstolen	13	
	Marknadsdomstolen	4	
	Regeringsrätten	23	
	Autres juridictions	41	81
Royaume-Uni	House of Lords	40	
	Court of Appeal	53	
	Autres juridictions	383	476
Autres	Cour de justice Benelux/Benelux Gerechtshof ¹		1
	Chambre de recours des écoles européennes ²		1
Total			6 620

¹ Affaire C-265/00, Campina Melkunie.

² Affaire C-196/09, Miles e.a.

21. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952–2009) — Recours en manquement d'État introduits¹

1952–2009



¹ Articles 93, 169 à 171 et 225 du traité CE (devenus articles 88 CE, 226 à 228 CE et 298 CE, puis articles 108, 258 à 260 et 348 TFUE), articles 141 à 143 EA et article 88 CA.